



« A CORSICA IN CUMUNU »



Madame, Monsieur, chers concitoyens,

Vous vous apprêtez à **choisir la nouvelle équipe qui va diriger la Collectivité territoriale** et préparer pendant deux ans une Collectivité unique regroupant les deux Conseils départementaux. Une réforme imposée sans consultation, alors qu'un referendum avait été demandé par l'Assemblée de Corse. C'est la particularité insulaire de cette élection. Pour le reste, elle aura le même caractère politique que sur le continent : nous allons tous voter dans le même contexte national.

Ces élections interviennent, en effet, dans **une période profondément marquée par la politique d'austérité**. Imposée par Les dirigeants de l'Union Européenne et par les gouvernements successifs, elle accable le plus grand nombre, enrichit les plus riches, suscite la colère et la révolte, alimente le rejet de l'autre et le racisme. La Corse n'est pas épargnée, loin s'en faut.

Le modèle économique qui a prévalu, en Corse durant 25 ans, avec la droite, a reposé sur la promotion de l'activité touristique et, ces dernières années, sur le tourisme de luxe. Cette orientation, qu'illustrait le projet de « dé-sanctuarisation du littoral » dans le prolongement de la zone franche, a accentué « l'économie de la rente » ; elle a aggravé les inégalités sociales, poussé à la spéculation et aux dérives qui en ont découlé. Les chiffres sont éloquentes : 18 000 foyers ont des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, alors que 1600 ménages (dont 311 redevables de l'impôt sur la fortune) ont déclaré, en 2014, un revenu moyen annuel de 180 000 €...

Cette politique d'austérité, où **l'on ne distingue plus la droite de la gauche**, crée une grande confusion idéologique qui brouille les repères et bouche l'horizon. Cette confusion profite au capitalisme qui exige l'austérité à perpétuité, le blocage des salaires et des pensions, la concurrence déloyale, la précarisation de l'emploi, la réduction de la protection sociale. Cela ne peut plus durer, il faut changer de politique, et le Front de gauche, avec les communistes, veulent relever ce défi. Face à la vague ultralibérale, ils restent fidèles et déterminés, ils agissent pour reconstruire l'espoir à gauche.

Bien que le contexte pousse à la résignation, bien que la propagande ne cesse de marteler qu'il n'existe pas d'alternative à l'austérité, **nous continuons, avec les forces vives du pays, le combat, plus actuel que jamais, de la transformation sociale et de la solidarité nationale. Un combat où les femmes et les hommes de gauche se sont toujours reconnus et souvent retrouvés.**

L'action des élus communistes et Front de gauche à l'Assemblée de Corse démontre, d'ailleurs, que l'on peut être localement utile à ses concitoyens malgré la crise et ses difficultés. Nous pouvons faire mieux, grâce à votre soutien, en combattant l'austérité par l'investissement, en agissant pour une Collectivité « optimale », à partir d'une autre vision de la société insulaire. Voici les principales lignes d'action que nous soumettons à votre jugement.

➔ **DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS** pour augmenter le niveau des investissements nécessaires à l'activité économique et à l'emploi; poursuivre le rattrapage en équipements collectifs utiles ; veiller à la bonne réalisation du Contrat de plan Etat-Région : 343 M€ d'engagement, auxquels s'ajoutent les 96 M€ de travaux routiers pris en compte par le PEI ; veiller au respect des engagements concernant la Programmation Pluriannuelle de l'Energie pour la résorption de la précarité énergétique, la péréquation tarifaire, la production et le transport de l'électricité (PPE : 3 milliards d'euros pour la période 2016-2023) ; mettre en œuvre une politique des transports capable de préserver le service public de continuité territoriale et l'emploi, à la SNCM, à la CMN, Air France, et Air Corsica, attaqués par la concurrence déloyale des « low cost » ; empêcher, à cet effet, la « dé-spécialisation » de l'enveloppe de continuité territoriale (187 M€), condition du maintien d'un service public de haute qualité ; continuer à développer le Chemin de fer par l'extension de la ligne en plaine orientale, la gestion informatisée des circulations, et l'achat de huit autorails : grâce au PEI, et à l'exécution du Schéma des investissements ferroviaires (453 M€ en tout), grâce à une gestion performante et à l'engagement des personnels, il a nettement amélioré ses résultats et la qualité du service rendu.

➔ **SOUTENIR L'INVESTISSEMENT** dans le secteur industriel (secteur aéronautique, réparation navale, économie verte, transition numérique...), la filière agro-alimentaire, et la filière bois sur une période de dix ans, grâce à la création d'un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation. Un fonds qui serait alimenté par les aides actuelles de l'ADEC (10 M€ par an) et par l'affectation des crédits actuellement consacrés aux cadeaux fiscaux aux entreprises (CICE-pacte de responsabilité + CI-corse : 450 M€ pour la période 2014-2020) : le crédit d'impôts, et les allègements de charges sociales, ici comme ailleurs, n'ont jamais créé beaucoup d'emplois. Ce sont des effets d'aubaine pour les trésoreries patronales, ce ne sont pas des leviers pour lutter contre le chômage. Pour soutenir le tissu insulaire des TPE-PME, le soutien bancaire et les aides à l'emploi sont plus adaptés que l'avantage fiscal, lequel profite essentiellement aux grosses entreprises insulaires...

➔ **AMÉLIORER** les recettes de la Collectivité territoriale en récupérant le produit de la **Taxe sur les transports** payée par les voyageurs et non reversée par certaines compagnies.

➔ **AMÉLIORER LE SERVICE PUBLIC DE LA SANTÉ** en nous mobilisant pour **arracher un Programme Exceptionnel d'Investissement particulier, un PEI-Santé que notre situation insulaire et notre démographie justifient largement** : il s'agit de remettre à niveau toutes les structures hospitalières de Corse, pour améliorer l'accès aux soins, en complément des investissements obtenus à Ajaccio et Bastia pour lesquels nous veillerons à leur mise en œuvre concrète. C'est un combat d'intérêt général qui concerne toute la population, à commencer par les personnes âgées.

➔ **LA SANTÉ, LE SOCIAL ET LA PRÉCARITÉ** étant étroitement liés, nous nous mobiliserons pour que toutes les bonnes volontés actives dans ce domaine reçoivent le soutien que leurs missions requièrent notamment l'économie sociale et solidaire (ESS) ; en mettant l'Etat devant ses responsabilités et **en veillant, tout particulièrement, à ce que la recentralisation (imposée) de l'action sociale des conseils départementaux ne conduise pas à un recul de l'aide aux plus défavorisés**. Agir auprès des services de l'Etat pour restituer aux consommateurs les 250 M€ de réfaction de TVA, en redonnant ainsi du pouvoir d'achat aux ménages, et **pour obtenir la prime de transport en faveur des retraités**.

➔ **LA QUESTION DU LOGEMENT**, est une priorité absolue. Les besoins augmentent (6600 demandes non satisfaites) tandis que les aides de l'Etat régressent (16000 € par logement social en 2009, 8700 en 2014 !). En outre, les simulations récentes de l'INSEE prévoient une augmentation importante de la population (50 000 habitants de plus d'ici 15 ans). Une politique active de construction et de réhabilitation est impérative. Grâce aux outils existants (office foncier, PLU ...) et grâce à une aide spécifique de l'Etat qu'il faut obtenir pour financer cette politique, on peut répondre à terme aux besoins recensés. Il n'est pas nécessaire pour cela, et **pour lutter contre la spéculation immobilière, d'instaurer un « statut de résident » et un « statut fiscal » qui, en nous éloignant de la loi républicaine, ne peuvent conduire qu'à de nouvelles dérives**.

➔ **L'ÉCOLE, LA CULTURE ET LA FORMATION** sont en lien direct avec tous les autres domaines de l'intervention de la Collectivité et de l'Etat (développement économique, agriculture, tourisme, aménagement du territoire, écologie). Elles donnent du sens à l'action publique en formant des citoyens, en valorisant l'identité de la Corse et en renforçant son attractivité. L'enseignement et la diffusion de la langue corse dans tous les aspects de la vie sociale instituant un véritable bilinguisme y contribuent également. Un élan nouveau dans ces domaines stratégiques est absolument nécessaire, l'avenir de notre jeunesse en dépend.

➔ **LA QUESTION INSTITUTIONNELLE** (suppression des deux conseils départementaux et transfert de leurs compétences à une Collectivité centralisée et hypertrophiée) a beaucoup occupé les débats de l'Assemblée de Corse. Nous avons combattu cette réforme, elle ne répond à aucune de nos difficultés et risque, au contraire de les aggraver en réduisant l'emploi public et la qualité des services sociaux. **Nous continuons de réclamer une consultation de la population insulaire**.

➔ **NOUS SOUHAITONS UNE SOCIÉTÉ INSULAIRE JUSTE, OUVERTE ET SOLIDAIRE** : égalité entre les hommes, respect de la vie humaine, solidarité et fraternité avec nos semblables exclus ou en danger de l'être, honnêteté publique et privée, valeurs fondatrices de notre République. Un important travail a été entrepris depuis cinq ans, sur ce sujet, au sein de la commission « Violences » instituée par l'Assemblée de Corse. Ce travail de réflexion, de rencontres et d'échanges, conduit dans un climat de détermination et de sérénité, a enrichi la connaissance de ces phénomènes qui affectent la Corse depuis longtemps. Il faut poursuivre ce travail exigeant qui concerne en particulier les nouvelles générations.

La plupart de nos concurrents se sont résignés à la politique d'austérité. Nous avons choisi le combat contre elle. C'est un combat nécessaire, le seul qui vaille, à gauche, pour ceux qui veulent défendre la Corse et son peuple. Nous avons besoin de votre soutien. C'est le premier tour qui compte. Nous avons confiance en votre jugement.

Dominique Bucchini et ses colistiers